

# Revenus des ménages

En 2017, le pouvoir d'achat du revenu des ménages aurait progressé de 1,7 %, soit un rythme proche de celui de 2016 (+1,8 %). Les revenus d'activité auraient nettement accéléré (+2,9 % après +2,0 %), tandis que les prix de la consommation se seraient redressés de façon comparable (+0,9 % après -0,1 %).

Au premier semestre 2018, les revenus d'activité accéléreraient à nouveau. Le pouvoir d'achat des ménages marquerait temporairement le pas au premier trimestre, principalement du fait d'un regain d'inflation lié à l'augmentation de la fiscalité indirecte, puis il rebondirait au deuxième trimestre.

**Au premier semestre 2018, les revenus d'activité resteraient dynamiques**

En 2017, les revenus d'activité des ménages auraient de nouveau accéléré (+2,9 % après +2,0 % en 2016 et +1,5 % en 2015 ; *tableau 1*), notamment les salaires reçus par les ménages (+3,2 % après +2,0 %). Dans les branches

marchandes non agricoles, la franche accélération du salaire moyen par tête (+2,0 % en 2017 après +1,2 % en 2016) et celle de l'emploi salarié (+1,5 % après +1,1 % en 2016 ; *graphique*) y auraient conjointement contribué. De leur côté, les revenus d'exploitation des entrepreneurs individuels auraient ralenti (+1,3 % après +1,6 %). Début 2018, la masse salariale reçue par les ménages resterait dynamique (+1,7 % en variation semestrielle après +1,3 %).

Les revenus de la propriété se seraient légèrement redressés en 2017 (+0,8 % après -3,2 % en 2016) : l'augmentation des dividendes distribués aurait compensé la baisse des revenus d'assurance-vie, liée au recul des taux d'intérêts servis aux assurés. Au premier semestre 2018, les revenus de la propriété conserveraient une croissance solide (+1,9 % de variation semestrielle après +1,9 %) : la réduction des prélèvements obligatoires sur les revenus mobiliers liée à la mise en place du prélèvement forfaitaire unique pourrait inciter les entreprises à accroître la distribution de dividendes.

Tableau 1

## Revenu disponible brut des ménages

	Variations trimestrielles										Variations annuelles			
	2016				2017				2018		2016	2017	2018 acquis	
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2				
<b>Revenu disponible brut (RDB) (100 %)</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>1,1</b>	<b>1,7</b>	<b>2,6</b>	<b>1,9</b>
dont :														
Revenus d'activité (71 %)	0,5	0,3	0,6	0,7	1,0	0,7	0,6	0,6	0,9	0,7	2,0	2,9	2,4	
Masse salariale brute (63 %)	0,5	0,3	0,7	0,8	1,1	0,7	0,6	0,6	1,0	0,8	2,0	3,2	2,5	
EBE des entrepreneurs individuels <sup>1</sup> (8 %)	0,7	-0,2	0,3	0,1	0,3	0,6	0,7	0,4	0,3	0,3	1,6	1,3	1,3	
Prestations sociales en espèces (35 %)	0,4	0,5	0,4	0,3	0,4	0,4	0,5	0,5	0,6	0,6	1,8	1,7	1,7	
EBE des ménages purs (13 %)	0,4	0,5	0,6	0,9	0,7	0,5	0,5	0,6	0,2	0,2	2,2	2,6	1,2	
Revenus de la propriété (8 %)	-1,0	-0,9	-0,5	-0,1	0,0	0,8	1,0	1,0	0,9	0,9	-3,2	0,8	3,1	
Prélèvements sociaux et fiscaux (-27 %)	1,1	0,4	-0,5	1,0	0,6	0,7	1,1	0,7	2,1	-0,8	1,5	2,5	2,7	
Cotisations des ménages (-11 %)	0,7	0,6	0,5	0,6	0,7	0,6	0,8	0,7	-8,5	0,9	2,2	2,7	-6,9	
Impôts sur le revenu et le patrimoine (y compris CSG et CRDS) (-16 %)	1,3	0,2	-1,2	1,2	0,6	0,8	1,3	0,7	9,6	-1,8	1,1	2,4	9,6	
<b>Prix de la consommation des ménages (comptes nationaux trimestriels)</b>	<b>-0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,5</b>	<b>0,7</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>1,2</b>	
<b>Pouvoir d'achat du RDB</b>	<b>0,5</b>	<b>0,2</b>	<b>0,7</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,4</b>	<b>0,9</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>0,8</b>	
<b>Pouvoir d'achat par unité de consommation</b>	<b>0,4</b>	<b>0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,5</b>	<b>0,8</b>	<b>1,4</b>	<b>1,3</b>	<b>0,4</b>	

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2016.

1. L'excédent brut d'exploitation (EBE) des entrepreneurs individuels est le solde du compte d'exploitation des entreprises individuelles. Il s'agit d'un revenu mixte puisqu'il rémunère le travail effectué par le propriétaire de l'entreprise individuelle, et éventuellement les membres de sa famille, mais contient également le profit réalisé en tant qu'entrepreneur.

Source : Insee

L'excédent brut d'exploitation des ménages purs<sup>1</sup> ralentirait début 2018, passant de +1,1 % au second semestre 2017 à +0,6 % au premier semestre 2018, l'effet des baisses de taux d'intérêt s'estompant après une vague exceptionnelle de renégociation de crédits en 2016 et 2017.

## Les prestations sociales accélèrent légèrement au premier semestre 2018

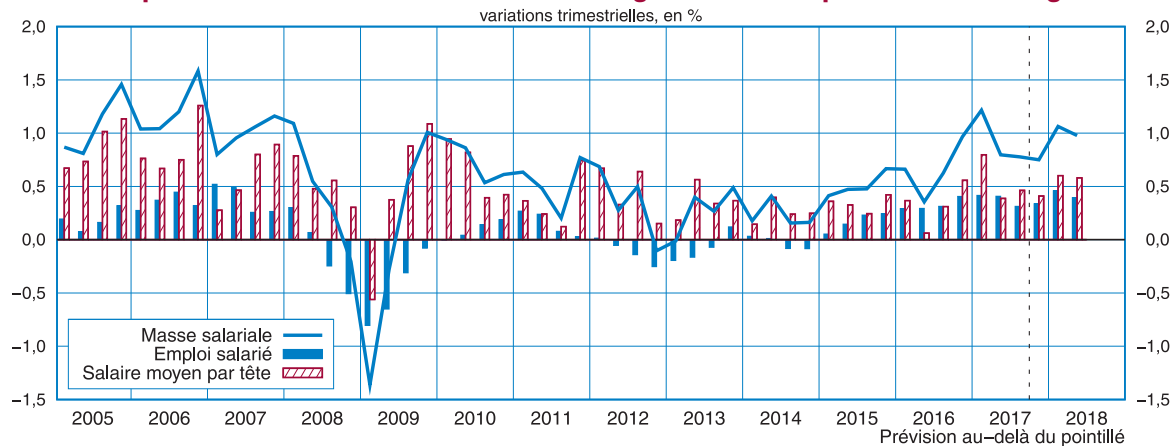
En 2017, les prestations sociales en espèces auraient légèrement ralenti (+1,7 % après +1,8 % ; *tableau 3*). Les prestations de sécurité sociale auraient décéléré (+1,5 % après +1,8 % en 2016). En particulier, les prestations chômage auraient diminué, en phase avec la baisse du taux de chômage en 2017. Les prestations d'assistance sociale auraient ralenti en 2017 (+1,8 % après

+2,8 %) avec la fin de la montée en charge de la prime d'activité. À l'inverse, les « autres prestations d'assurance sociale » auraient accéléré en 2017 (+2,3 % après +1,6 %).

Au premier semestre 2018, les prestations de sécurité sociale accélèrent un peu : +1,2 % en variation semestrielle après +1,0 %. Les pensions de retraite retrouveraient une croissance plus proche de leur tendance sous l'effet de la fin du décalage de l'âge légal de départ à la retraite. En effet, 2018 serait la première année depuis 2011 pour laquelle le flux de départ à la retraite correspondrait à une génération entière. Les prestations familiales se stabiliseraient quasiment : la baisse prévue de la prestation d'accueil du jeune enfant au 1<sup>er</sup> avril 2018 serait plus que compensée par le dégel de la prime à la naissance et l'augmentation de l'allocation de soutien familial (ASF). Les prestations d'assistance sociale accélèrent légèrement, avec une augmentation du taux de recours à l'allocation aux adultes handicapés (AAH). Au total, les prestations sociales en espèces accélèrent un peu au premier semestre 2018 par rapport au second semestre 2017 (+1,1 % après +1,0 % en variation semestrielle).

1. Il correspond à la production de services de logement, déduction faite des consommations intermédiaires nécessaires à cette production (notamment les services financiers liés aux emprunts) et des impôts (taxe foncière). La production correspond aux loyers que les particuliers propriétaires du logement perçoivent de leurs locataires ou pourraient percevoir s'ils mettaient leur bien en location (« loyers imputés »).

## Décomposition de la masse salariale des ménages sur le champ marchand non agricole



Source : Insee

**Tableau 2**  
**De la masse salariale des entreprises non financières à celle reçue par les ménages**

	Variations trimestrielles									Variations annuelles			
	2016				2017				2018		2016	2017	2018 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
Entreprises non financières (ENF) (67 %)	0,7	0,4	0,6	1,0	1,2	0,8	0,8	0,7	1,1	1,0	2,5	3,6	3,0
Entreprises financières (4 %)	0,1	0,0	0,8	1,0	0,6	0,5	1,0	0,3	1,2	1,1	1,5	2,7	2,8
Administrations publiques (22 %)	0,0	0,2	0,8	0,5	0,9	0,6	0,3	0,2	0,7	0,3	0,8	2,5	1,4
Ménages hors EI (2 %)	-1,1	-0,3	-0,1	-0,3	0,5	0,1	-0,4	0,7	0,0	0,0	-1,8	0,2	0,4
<b>Masse salariale brute reçue par les ménages (100 %)</b>	<b>0,5</b>	<b>0,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,8</b>	<b>1,1</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>2,0</b>	<b>3,2</b>	<b>2,5</b>
dont : branches marchandes non agricoles	0,7	0,4	0,6	1,0	1,2	0,8	0,8	0,7	1,1	1,0	2,4	3,6	3,0

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2016.

Source : Insee

### Les mesures en prélèvements obligatoires auraient des effets de calendrier en 2018

Sur l'ensemble de l'année 2017, les prélèvements obligatoires à la charge des ménages auraient accéléré (+2,5 % après +1,5 %). Les cotisations sociales à la charge des ménages auraient crû à un rythme un peu plus soutenu qu'en 2016 (+2,7 % après +2,2 %). Celles des salariés auraient augmenté en ligne avec la masse salariale, tandis que celles des non-salariés auraient de nouveau baissé. Les impôts sur le revenu et le patrimoine auraient quant à eux plus nettement accéléré en 2017 (+2,4 % après +1,1 %), l'effet des mesures de baisse d'impôts (réduction de 20 % de l'impôt sur le revenu pour les ménages modestes notamment) étant plus limité qu'en 2016. En outre, l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) aurait été plus dynamique en 2017 qu'en 2016, alimenté par la reprise des prix de l'immobilier et la mise en place d'un mécanisme visant à limiter les possibilités d'optimisation de son assiette.

Début 2018, les prélèvements sociaux et fiscaux accélèreraient au premier trimestre avant de se replier au deuxième. De nombreuses mesures sont mises en œuvre en 2018 avec un effet de calendrier marqué. Au 1<sup>er</sup> janvier 2018, le taux de la CSG a été relevé de 1,7 point tandis que le taux de cotisation a été diminué de 2,2 points pour les salariés du secteur privé, et de 2,15 points pour les indépendants. Le taux de cotisation diminuera de nouveau en octobre 2018 avec la suppression du reliquat de cotisations d'assurance chômage pour les salariés. Pour les fonctionnaires, la contribution exceptionnelle de solidarité a été supprimée au 1<sup>er</sup> janvier 2018 et une indemnité compensatrice (cf. *fiche Salaires*) a été créée.

Les ménages bénéficieront de baisses d'impôts avec la mise en place du prélèvement forfaitaire unique et la transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière. La réduction de la taxe d'habitation, quant à elle, fera principalement sentir ses effets au second semestre 2018.

### Le pouvoir d'achat marquerait le pas au premier trimestre 2018 puis rebondirait au deuxième

En 2017, le revenu disponible brut (RDB) nominal des ménages aurait nettement accéléré (+2,6 % après +1,7 %) avec les revenus d'activité. Néanmoins, les prix de la consommation se seraient franchement redressés en moyenne annuelle (+0,9 % après -0,1 %), de sorte que le pouvoir d'achat du RDB aurait conservé un rythme proche de celui de 2016 (+1,7 % après +1,8 %). Ramené à un niveau individuel pour tenir compte des évolutions démographiques, le pouvoir d'achat par unité de consommation aurait également progressé dans des proportions comparables en 2017 et en 2016 (+1,3 % après +1,4 %).

Au premier semestre 2018, malgré le dynamisme des revenus d'activité, le pouvoir d'achat du RDB connaîtrait, au niveau agrégé, des évolutions contrastées : il marquerait le pas au premier trimestre sous l'effet en particulier du relèvement de la fiscalité indirecte sur les produits énergétiques et sur le tabac, avant de rebondir aux trimestres suivants. Son acquis de croissance serait de +0,8 % à la fin du premier semestre 2018. ■

Tableau 3

### Les transferts sociaux reçus et versés par les ménages

	Variations trimestrielles										Variations annuelles		
	2016				2017				2018		2016	2017	2018 acquis
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2			
<b>Prestations sociales en espèces reçues par les ménages (100 %)</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,4</b>	<b>0,3</b>	<b>0,4</b>	<b>0,4</b>	<b>0,5</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>	<b>1,8</b>	<b>1,7</b>	<b>1,7</b>
Prestations de Sécurité sociale (72 %)	0,5	0,3	0,4	0,3	0,3	0,3	0,4	0,6	0,6	0,6	1,8	1,5	1,8
Autres prestations d'assurance sociale (19 %)	0,7	0,3	0,5	0,4	0,6	0,6	0,9	0,4	0,5	0,5	1,6	2,3	1,9
Prestations d'assistance sociale (8 %)	-1,2	3,3	0,7	0,0	0,4	0,2	0,1	0,1	0,3	0,3	2,8	1,8	0,7
<b>Cotisations sociales à la charge des ménages (100 %)</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,5</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,8</b>	<b>0,7</b>	<b>-8,5</b>	<b>0,9</b>	<b>2,2</b>	<b>2,7</b>	<b>-6,9</b>
Cotisations à la charge des salariés (80 %)	1,4	0,7	0,5	0,8	1,0	0,8	0,9	0,8	-8,6	0,9	3,0	3,4	-6,8
Cotisations à la charge des non-salariés <sup>1</sup> (20 %)	-1,7	0,2	0,7	-0,1	-0,5	-0,2	0,3	0,2	-8,2	0,9	-0,6	-0,1	-7,3

Prévision

Note : les chiffres entre parenthèses donnent la structure de l'année 2016.

1. Les cotisations des non-salariés sont à la fois reçues et versées par les ménages en comptabilité nationale : elles n'ont donc pas d'effet sur le revenu disponible brut.

Source : Insee